

La répression actuelle au Bélarus, et les nouvelles lois mises en place par Loukachenko, resserrent l'étau autour d'un mouvement déjà essoufflé. Néanmoins, la lutte contre le régime ne semble pas complètement perdue.

Article publié en coopération avec la Heinrich-Böll-Stiftung Paris, France.



L'opposition bélarusse poursuit son combat contre le régime de Loukachenko, même si elle doit aujourd'hui se contenter de méthodes de protestation plus subtiles : les opposants se réunissant pour des promenades en ville, sans employer le mot « manifestation ». Ils attachent de petits nœuds rouges et blancs aux branches des arbres, arborant sous toutes les formes possibles des couleurs de l'ancien drapeau bélarusse, qui est devenu un symbole de ralliement pour quiconque s'oppose activement au président Loukachenko.

Les rassemblements, comme ceux qui ont eu lieu l'année dernière, lorsque des milliers de personnes se sont réunies dans les villes bélarussiennes et ont exprimé leurs opinions en ligne, sont toutefois devenus rares. « La répression que nous observons actuellement est sans commune mesure », déclare Milan Czerny, analyste politique pour le groupe de réflexion français *Le Grand Continent*. Aujourd'hui, le simple fait de porter les couleurs rouge et blanche peut entraîner des amendes ou des arrestations. « De nombreux manifestants sont en détention, en exil et certains sont même morts », affirme Milan Czerny. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme « Viasna », il y a actuellement plus de 360 prisonniers politiques. Les prisons sont bondées, et le nombre de prisonniers ne cesse d'augmenter.

□ Dans le régime terroriste de Loukachenko, chanter - c'est aussi un crime. C'est pour ça que Volny Chor (la Choral libre) doit se cacher, par peur des représailles. Mais il est impossible de cacher l'envie de changement, l'envie du [#Bélarus LIBRE](#).
pic.twitter.com/PH2tiIJTII

— Andreï VAITOVICH (@andreivaitovich) [May 27, 2021](#)

Tout récemment, [le parlement contrôlé par Loukachenko a adopté une loi](#) qui n'autorise l'organisation et la mise en œuvre d'événements de masse qu'avec le consentement préalable des autorités locales. La loi interdit également de rendre compte des événements de masse qui violent

cette nouvelle procédure, de les rendre publics ou de les diffuser. Les journalistes font l'objet d'attaques constantes, comme on l'a vu lorsque le site d'information « Tut.by » a été bloqué et que ses rédacteurs ont été interrogés après que leurs bureaux et leurs domiciles ont été perquisitionnés par les autorités.

Dans le même temps, la propagande d'État présente l'Occident comme un ennemi extérieur qui agit avec l'aide de ses « collaborateurs » dans le pays. Pour les membres de la police et de l'appareil de sécurité, ce récit sert à justifier des actions brutales, explique Czerny. « Le service de sécurité mène la répression et se sépare donc du reste de la population. » L'année dernière, des membres de la police ont rejoint les opposants. Aujourd'hui, cela serait impensable. Milan Czerny insiste : « Ils ne peuvent pas revenir sur leurs actes. Même s'ils prenaient maintenant leurs distances avec Loukachenko, la population aurait beaucoup de mal à accueillir de tels ralliements. »

I call on the international community to join the
Global Picket of Solidarity with Belarus on May 29.
We need your support. Tell your friends & the
whole world about the repressions in Belarus, about
political prisoners, about Raman Pratasevich, Sofia
Sapega. [#StandWithBelarus](#)
pic.twitter.com/ROulmRnv9l

— Sviatlana Tsikhanouskaya (@Tsihanouskaya) [May 28, 2021](#)

Grâce aux services de sécurité, le régime est resté stable et a survécu aux manifestations de l'année dernière. Svetlana Tikhanovskaya, cheffe de l'opposition, continue elle-même de s'exprimer publiquement depuis son exil en Lituanie. Le 29 mai, date du premier anniversaire de l'arrestation de son mari, le militant politique Sergueï Tikhanovski, elle a appelé à des rassemblements mondiaux et à la solidarité avec tous les prisonniers politiques, dont le blogueur [Roman Protassevitch, qui a été emprisonné lors du récent détournement d'avion Athènes-Vilnius](#). Mais au Bélarus, le coût de la protestation reste élevé et les chances de succès sont actuellement faibles. « À l'heure actuelle, beaucoup d'opposants sont déprimés et pessimistes et se sentent isolés du reste du monde », explique Milan Czerny.

Le pays est de plus en plus cloîtré, après de nouvelles sanctions internationales et les suspensions de vols dans l'espace aérien bélarusse et à destination de Minsk. La situation actuelle rend la recherche et les enquêtes presque impossibles : à titre d'exemple, il n'existe pas non plus d'institutions de

recherche indépendantes ni de sondages d'opinion. Mais la politologue Alexandra Goujon est convaincue que quelque chose a changé dans la société. « S'il y avait la liberté d'expression et de manifestation, je suis sûre qu'il y aurait beaucoup de protestations en ce moment. » Goujon est professeur à l'université de Bourgogne et travaille sur le Bélarus depuis plus de 20 ans. « La solidarité et le sens de la communauté que les gens ont connu l'année dernière ne disparaîtront pas si vite », dit-elle. En ce qui concerne le gouvernement, en revanche, l'experte ne voit pas le moindre changement. « Ce que veut Loukachenko, c'est le contrôle. Pour garder ce contrôle, il utilise les méthodes qu'il a toujours utilisées. »

« À l'heure actuelle, beaucoup d'opposants sont déprimés et pessimistes et se sentent isolés du reste du monde ».

D'une certaine manière, il semble que l'opposition au Bélarus soit passée à côté de son *momentum*. Non qu'ils aient perdu la bataille, mais l'opposition pourrait être entrée dans un long processus, et n'en serait qu'aux premières heures d'un long combat. Il y a cependant l'espoir que les élections locales, qui doivent se tenir fin 2021 ou début 2022, puissent créer un nouvel élan. Sans doute pas comme cela s'est déroulé lors des élections présidentielles de l'année dernière, lorsque la pandémie a soutenu la montée du mouvement, car beaucoup de personnes sont restées au Bélarus pendant l'été. Comme le signale Alexandra Goujon, « cela pourrait être l'occasion d'organiser à nouveau des protestations ».

Photo d'illustration : Une manifestation à Minsk au mois d'août en 2020. Par [Homoatrox](#), licensed under CC BY-SA 3.0.